



Messieurs les Ministres, Monsieur le Secrétaire général, Mesdames Messieurs

Les Fédérations UNSA Finances et CFTC Finances déplorent la tenue de ce Comité technique Ministériel sur une demie journée alors que les deux sujets à l'ordre du jour sont extrêmement denses et importants voir capital pour l'avenir de nos administrations.

Nous savons bien que les contraintes d'agenda des uns et des autres ne favorisent pas de longues réunions, néanmoins ces deux sujets à l'ordre du jour mériteraient mieux qu'une demi-journée.

Sur une demie journée , il n'y aura guère de place pour le débat.

Loi de finances 2015

Le projet de Loi de Finances 2015 avec ses contraintes budgétaires se situe clairement dans l'optique de financer le CICE et le pacte de responsabilité. C'est pour nous inacceptable. Une fois de plus cela veut dire réduction des effectifs et réduction des moyens de fonctionnement. Une fois de plus, les économies sur les dépenses de l'Etat se feront en partie sur le dos des agents de nos ministères économiques et financiers.

Pour nos collègues cette décrue interminable des effectifs qui ressemble de plus en plus à un dégraissage en règle ne peut pas être acceptée.

Nous sommes même au-delà des compensations des créations d'emplois dans les ministères dits "prioritaires" car en 2013, au vu des difficultés à recruter dans l'éducation nationale, plus de 4000 postes nets ont été supprimés.

Et pour quels résultats ?

Alors que la politique du gouvernement commence à tanguer et que l'on parle de moins en moins de résorption du déficit et de plus en plus de retrouver la confiance indispensable à la croissance, vous allez continuer de désosser nos deux ministères et ainsi mettre en péril l'administration chargée des finances publiques (donc des recettes) et celle chargée d'impulser la relance économique.

Les collègues des Douanes sont dans la même situation avec des effectifs peu de chagrin alors qu'un ancien Directeur général des Douanes lorsqu'il était en fonction avait déclaré qu'en dessous de 9000 agents le service de la Surveillance des douanes ne serait plus crédible.

Nous y voilà alors que l'actualité montre combien un service douanier aux frontières est nécessaire en ces temps troublés.

Ce travail de sape est une terrible responsabilité que vous endosserez au regard des agents et de la Nation.

S'y rajoutent les suppressions d'emplois, le gel des rémunérations jusqu'en 2017, et la diminution des plans de promotions internes, c'est un terrible signal envoyé aux agents et aux cadres de nos ministères. Le signal que ce gouvernement a décidé d'ignorer le travail et la conscience professionnelle des 150 000 agents et cadres de nos ministères.

C'est le signal qu'un instituteur ou qu'un gardien de prison et leurs missions sont plus importants qu'un inspecteur des finances publiques, qu'un contrôleur de la répression des fraudes et de la consommation ou encore d'un douanier.

Comment comprendre et accepter qu'un engagement d'un candidat à la présidentielle, au détour d'une interview, puisse être l'alpha et l'oméga de la gestion des emplois de la fonction publique d'Etat.

Les agents et les cadres de nos administrations vous en tiennent responsables.

Comment espérer qu'ainsi le personnel reste motivé et puisse adhérer à la réforme de l'Etat ? C'est impossible !!

Nos collègues subissent aussi les méfaits de la pression fiscale qui s'est accentuée très fortement ces dernières années et qui génère de fortes demandes en informations et en interventions, dans l'ensemble de nos réseaux territoriaux. C'est le cas notamment dans les services de réception des finances publiques où la surcharge d'accueil due aux modifications de la fiscalité et aux annonces gouvernementales incessantes, est en augmentation constante.

Que faire alors, quand le choix doit se faire entre répondre aux demandes contentieuses et gracieuses ou faire rentrer les recettes de l'Etat ?

Sur ce sujet de la contestation fiscale, nos deux fédérations condamnent avec force l'incendie de l'hôtel des impôts de Morlaix par des agriculteurs en colère. Nous condamnons les propos irresponsables qui viennent conforter les mouvements anti impôts.

Nous nous étonnons que la police ou les CRS n'aient pas été présents lors de cette manifestation. Il semble que cette manifestation avait bien été prévue d'avance.

Nous espérons que les responsables de ces faits seront identifiés et condamnés. C'est loin d'être gagné !!

Le personnel des Finances n'a pas vocation à servir de bouc émissaire aux difficultés du pays.

Concernant la réforme de l'Etat et ses implications dans nos ministères, nous serons très attentifs à vos déclarations.

Les déclarations du Premier Ministre sur un Etat ouvert, pour construire avec la société civile les politiques publiques adaptées aux besoins des populations soulèvent de notre part des interrogations et des craintes sur les suites données à ces orientations en matière de missions et de réseaux territoriaux.

Ces orientations se traduiront-elles par des externalisations de missions ?

"Un Etat exemplaire en terme de qualité de service rendu, d'efficacité et de sobriété dans les dépenses publiques" : c'est pour nous l'annonce du début de coupes drastiques dans les budgets de nos administrations !

"La sobriété des dépenses" : ne serait-ce pas plutôt la gueule de bois pour nos collègues qui ont déjà du mal à travailler dans de bonnes conditions, et des services ou stylos et papier deviennent des denrées rares.

"Un Etat qui mobilise toutes les opportunités offertes par le numérique pour dispenser des services publics réactifs et plus personnalisés" : cela nous mènera t'il vers une administration déshumanisée ou les plus fragiles et les plus âgés seront de facto écartés du soi-disant progrès numérique.

Soyons prudents et ne cédon pas au mirage d'une administration tout numérique.

Messieurs les Ministres, la revue des missions de l'Etat relève de votre responsabilité mais sans les agents et contre les agents, aucune réforme digne de ce nom ne pourra se faire.

Simplifier, moderniser, le personnel peut comprendre ces objectifs mais encore faut-il que vous ayez les moyens de mener cette politique et que les personnels en voient l'utilité, l'efficacité et aussi un juste retour sur les investissements personnels et collectifs que l'on ne manquera pas de leur demander.

S'il ne s'agit que de suppressions d'emplois, de mobilité forcée, d'augmentation de la charge de travail sans aucune compensation, alors soyez surs que vous nous trouverez sur votre chemin de destruction du service public.

Notre participation au dialogue social sur ces questions et cette remise à plat du fonctionnement de l'Etat ne pourra se faire que si c'est aussi l'occasion d'apporter des réponses concrètes :

- à une mobilité choisie,
- à des parcours de carrière diversifiés,
- à une reconnaissance des qualifications des personnels,
- à une revalorisation salariale négociée
- au maintien des emplois nécessaires à l'exercice de nos missions,
- au maintien des réseaux de proximité nécessaires au service public rendu aux usagers.

En outre, Monsieur le Ministre, nous souhaitons attirer votre attention sur l'EPA de l'INPI.

Après son échec de transformation de l'Institut National de la Propriété Industrielle en Etablissement public à caractère industriel et commercial (droit privé), la direction générale de l'INPI annonce désormais clairement sa volonté d'abroger le statut actuel des agents contractuels de l'INPI et d'appliquer un système d'évolution de carrière basé principalement sur le «mérite» ou la «performance».

Le statut actuel, particulièrement protecteur pour les agents, mérite certes d'être amélioré, mais en aucune façon d'être supprimé, surtout sans concertation des salariés, ni information ou négociation auprès des partenaires syndicaux.

Et pour en finir, suite aux incendies volontaires ou aux dégradations de locaux de la DGFIP intervenus ces dernières semaines, quelles sont les mesures vous comptez prendre pour assurer la sécurité des personnels et des immeubles ? Où en sont les enquêtes ?